



*L'ACTUELLE PRESENCE AMERICAINE EN ASIE CENTRALE EST-ELLE DURABLE ?*

**Mémoire**

**du chef d'escadrons Bertrand EL IMAN**

**dans le cadre du séminaire de géopolitique « Les Etats-Unis »**

**Directeur : Monsieur Nicolas KESSLER**

**Mars 2007**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'actuelle présence américaine en Asie centrale est-elle durable ?
2. 2007\_memoire\_geop\_presence americaine Asie centrale\_El Iman
3. Chef d'escadrons, armée de terre, EL IMAN Bertrand, France
4. 12 mars 2007
5. Division C – groupe C1
6. Mémoire de géopolitique
7. La présence américaine en Asie centrale a débuté au début des années 1990 à la chute de l'empire soviétique. Il s'agissait alors d'exploiter de nouvelles ressources énergétiques découvertes. Cette présence a été légitimée et consolidée après les attentats du 11 septembre et le début des opérations en Afghanistan mais les Etats-Unis connaissent aujourd'hui de nombreux détracteurs dans la région. Russie, Chine, l'Organisation de Coopération de Shangaï (OCS) mais aussi les Républiques d'Asie centrale elles-même contestent une présence dérangeante. Les Etats-Unis, qui ne veulent pas quitter ce pivot stratégique, doivent revoir la forme de leur présence. Une présence durable passera probablement par le renforcement de l'influence au détriment d'une présence physique et une meilleure coordination de leur politique étrangère.
8. Etats-Unis, Asie centrale, OCS, pétrole, bases

## SOMMAIRE

*L'actuelle présence américaine en Asie centrale est-elle durable ?*



### **PREMIÈRE PARTIE :**

I Une installation progressive des Etats-Unis en Asie centrale...

### **DEUXIÈME PARTIE:**

II ... qui réveille des oppositions externes ...

### **TROISIEME PARTIE :**

III ... et révèle des fragilités internes

## INTRODUCTION

L'Asie centrale occupe une place importante dans les théories géopolitiques classiques. C'est un espace à maîtriser pour dominer le monde. Nicholas Spykman développe le concept de « rimland », zone pivot de la géopolitique et ajoute "*Qui contrôle le rimland gouverne l'Eurasie ; qui gouverne l'Eurasie contrôle les destinées du monde*". Plus récemment, en 1997, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du Président Carter, rappelait l'importance des liens des Etats-Unis avec l'Asie centrale « tous les Etats de cette région considèrent que l'engagement des Etats-Unis est nécessaire à leur survie. »<sup>1</sup>.

L'Asie centrale est ici entendue comme l'ensemble des ex-républiques soviétiques du Kirghizistan, Kazakhstan, Turkménistan<sup>2</sup>, Tadjikistan et Ouzbékistan. Elle est bordée à l'ouest par l'Iran et la mer Caspienne, au nord par la Russie, à l'est par la Chine, enfin, au sud par l'Afghanistan. Enclavé au milieu des empires russes et chinois, elle suscite la convoitise car elle est dotée de nombreuses ressources énergétiques. Autrefois située sur la « route de la soie », elle souffre de pesanteurs historiques comme l'autoritarisme de ses régimes et la cohabitation permanente de l'islam et d'une culture russe. Enfin, elle est aujourd'hui secouée par les fléaux du terrorisme et du sous-développement.

Les Etats-Unis ne se sont intéressés à la zone qu'à la chute du communisme puis y ont accentué leur présence pour mener la guerre au terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001. Les spécialistes ne s'accordent pas sur la durée de l'investissement américain dans la zone comme l'illustrent les citations suivantes. En février 2002, Colin Powell, alors Secrétaire d'Etat, déclare « Les Etats-Unis auront un intérêt continu et une présence en Asie centrale d'une manière que nous n'aurions pas pu imaginer auparavant. »<sup>3</sup> Quelques semaines auparavant le Général Jones, commandant la zone pour les armées américaines, déclarait : « Nous n'avons, en aucune manière,

---

<sup>1</sup> BRZEZINSKI Z., *Le Grand Echiquier (L'Amérique et le reste du monde)*, Paris, Hachette, 1997, coll. « Pluriel » p 193

<sup>2</sup> Pays neutre qui n'appartient pas aux organisations régionales de sécurité

<sup>3</sup> « The US will have a continuing interest and presence in Central Asia of a kind that we could not have dreamed of before » Colin Powell US Secretary of State, Feb 2002

conclu d'arrangement pour une présence de long terme en Ouzbékistan ou dans les autres Etats d'Asie centrale. »<sup>4</sup>

Intervenant sur les marges historiques de la Russie, les Etats-Unis ont su établir un *modus vivendi* avec celle-ci et se faire accepter de leurs hôtes. Or, certaines déclarations et réactions plus récentes montrent clairement un rejet de la présence américaine. Il convient donc de se demander si l'actuelle présence américaine en Asie centrale est durable. La durée implique une capacité, une volonté et également l'envie des Etats-Unis de s'implanter mais aussi une acceptation voire un encouragement des Etats de la région.

On peut se demander si la présence des Etats-Unis en Asie centrale est durable dans sa forme actuelle car à la fois les Etats-Unis ne sont plus désirés ou attendus et ils veulent préserver leurs forces et leurs citoyens.

Les Etats-Unis ont fait une entrée progressive en Asie centrale (I). Cette installation est aujourd'hui remise en cause par des acteurs externes (II) et freinée par des caractéristiques intrinsèques à la politique étrangère des Etats-Unis (III).

---

<sup>4</sup> « We have not at all made any long-term arrangements for a presence either in Uzbekistan or in any of the states in Central Asia », COM CENTCOM General FRANCKS, 24 Jan 2002



## **I Une installation progressive des Etats-Unis en Asie centrale ...**

La présence américaine en Asie centrale débute avec la chute de l'empire soviétique. Les Etats-Unis profitent alors de place laissée vacante par la Russie. Par la suite, ils renforcent leurs positions afin d'assurer leurs approvisionnements énergétiques. Enfin, les attentats du 11 septembre 2001 les font s'ancrer de manière plus profonde pour soutenir la guerre au terrorisme qui se déroule en Afghanistan.

### ***1. une opportunité saisie***

a/ La chute de l'URSS ouvre de nouvelles perspectives

Le « Grand jeu » opposait au XIX siècle les empires russes et britanniques pour le contrôle de l'Afghanistan. Le premier de ces empires cherchait un accès aux mers chaudes au sud, le second cherchait à assurer la continuité territoriale entre l'empire des Indes et la Méditerranée. L'échec russe en Afghanistan en 1989 et l'effondrement de l'URSS deux ans après marquent la relance d'un affrontement qui se déroule dorénavant plus au nord en Asie centrale. Les Etats-Unis font leur apparition dans une région qui leur était jusqu'alors étrangère car ils n'y avaient pas d'intérêt national vital. Pour ceux-ci, il s'agit de combler le vide laissé par l'empire soviétique. L'Asie centrale est devenue le nouveau point d'application du containment vis-à-vis de la Russie et par extension de la Chine. L'Asie centrale est devenue le lieu où contrer l'influence russe sur ses chasses gardées. Se référant aux théories géopolitiques, les

Etats-Unis ont saisi l'opportunité offerte pour s'immiscer plus avant en Eurasie. Cette avancée peut être comprise comme un coin à fendre placé entre la Russie, la Chine et l'Iran.

b/ l'Asie centrale devient accessible

Profitant de leur nouvelle liberté, les anciennes républiques cherchent à se sortir du face à face exclusif avec la Russie. Les Etats-Unis exploitent cette liberté. Les Républiques d'Asie centrale (RAC) sont reconnues par les ceux-ci et des relations diplomatiques établies avec chacune d'elles dès la mi-mars 1992.

Les Etats-Unis facilitent l'accès des républiques à des organisations occidentales. Ainsi, leur adhésion à l'OSCE<sup>5</sup> est effective dès le 30 janvier 1992. La politique étrangère des Etats-Unis pour l'Asie centrale est soutenue par le dispositif législatif. Le *Freedom Support Act* (FSA) est voté par le Congrès américain en octobre 1992. Celui-ci permet le financement d'un large spectre d'activités d'assistance bilatérale et de coopération économique avec les Etats nouvellement indépendants pour les aider à effectuer la transition vers la démocratie et l'économie de marché.

« En 1996 et 1997, l'Administration définit quatre objectifs généraux pour le Caucase et l'Asie centrale dans une série de discours prononcés par Strobe Talbott<sup>6</sup> et d'autres. Il s'agissait de conjuguer, d'une part, le renforcement des réformes politiques économiques et l'atténuation des conflits régionaux, et d'autre part, un soutien à la sécurité énergétique et l'amélioration des possibilités commerciales pour les compagnies américaines »<sup>7</sup>

Le *Silk Road Strategy Act* est lui voté en 1999. Il autorise l'assistance à l'indépendance économique et politique des pays du sud-Caucase et d'Asie centrale. Cette loi est une avancée majeure car elle marque la prise de conscience de l'interdépendance des activités économiques avec la situation sécuritaire.

Séduites par leur nouvelle indépendance, les RAC se sont jetées à bras ouverts dans les bras des Etats-Unis qui apparaissaient les mieux placés et les plus offrants économiquement. Se dégager de l'emprise russe était une priorité. Les Etats-Unis eux conservaient l'obligation d'éviter l'Iran.

---

<sup>5</sup> <http://fr.osce.org>

<sup>6</sup> TALBOTT Strobe: Ambassadeur extraordinaire de Bill Clinton dans les Nouveaux Etats Indépendants

<sup>7</sup> HILL Fiona, Une stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991, Politique étrangère 1/2001 p101

## ***2. des richesses convoitées***

Les Etats-Unis découvrent rapidement d'autres richesses détenues par l'Asie centrale : ses réserves d'hydrocarbures. Leur politique étrangère s'infléchit alors pour prendre en compte les facteurs économiques et militaires de la région.

a/ des ressource énergétique attirantes

Dès 1992, la découverte de champs d'hydrocarbures dans la mer Caspienne et les pays d'Asie centrale, notamment le pétrole du Kazakhstan et le gaz du Turkménistan<sup>8</sup>, relancent les rivalités géopolitiques. Les enjeux concernent les accords de production et plus encore les voies d'acheminement. L'Administration américaine joue ici un rôle majeur par le soutien qu'elle apporte aux compagnies pétrolières. Le projet soutenu le plus emblématique est sans doute l'oléoduc qui relie Bakou (Azerbaïdjan) à Ceyhan (Turquie) en passant par Tbilissi en Géorgie<sup>9</sup>. Ce tracé a fait l'objet de négociations internationales durant quatre ans et évite les voies d'exportations russes en atteignant directement les rives de la Méditerranée. Les autres voies en concurrence passaient par la Russie, l'Iran ou encore l'Afghanistan. Le projet est discuté dès 1992 entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Les Etats-Unis voient plus le projet en termes stratégiques plutôt qu'économiques car ce tracé est le plus coûteux. Le BTC permet de réduire l'influence de la Russie, d'isoler l'Iran et de récompenser la Turquie pour son rôle régional. En 2002, la construction débute. L'oléoduc est inauguré le 25 mai 2005 en présence du secrétaire américain à l'énergie. Sa construction représentait un réel défi technologique. En effet, l'oléoduc s'étire sur 1773 kilomètres, atteint une altitude maximale de 2800 mètres et son coût est estimé à 3,6 milliards de dollars. La prolongation du BTC sous la mer Caspienne doit le relier au pétrole kazakh et par là même priver la Chine de ressources. Il y a donc une réelle politique américaine des oléoducs.

La construction de pipelines dans des zones à risques implique la nécessité de les protéger. Au prétexte initial de protéger ces installations, les Etats-Unis renforcent leur présence de manière importante et diversifiée par la conclusion d'accords militaires.

---

<sup>8</sup> La région élargie au Caucase contiendrait entre 2% et 6% des réserves mondiales de pétrole et entre 6% et 9% des réserves de gaz mondiales.

<sup>9</sup> Voir annexe 2

## b/ des partenariats sécuritaires prometteurs

Les Etats-Unis commencent à nouer des partenariats militaires avec les pays d'Asie centrale dès 1994. Ces liens vont se renforcer notamment par la diversification des domaines d'échange.

L'OTAN crée le Partenariat pour la Paix (PpP) en 1994 avec pour objectifs de renforcer le contrôle civil des forces armées et les capacités militaires, de conduire des opérations humanitaires ou de maintien de la paix multinationales et d'encourager la transparence dans la planification et les budgets militaires. Les plans développés comprennent également l'entraînement des forces et la sécurité aux frontières. Le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan rejoignent le PpP dès 1994. Le Tadjikistan, en guerre civile à cette période, rejoindra le PpP en 2002. Le PpP se présente comme une organisation de sécurité susceptible de contrecarrer celle établie par la Russie en 1992 : le Traité de Sécurité Collective (TSC)<sup>34</sup>. En effet, même si la Russie intègre également le PpP en 1994, ses relations avec l'OTAN se conçoivent rapidement de façon bilatérale au sein de conseils dédiés.

La coopération dans le cadre du PpP permet aux membres d'établir des relations bilatérales à différents niveaux. Un officier supérieur américain est détaché comme conseiller à Tachkent en 1995. La création d'un bataillon de maintien de la paix en décembre 1995 par le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et les Etats-Unis est bien un approfondissement des relations entre le Etats-Unis et les RAC, dans l'esprit du PpP. Ce n'est pas un programme formel de l'OTAN malgré le flou maintenu autour de sa création. Cette initiative CENTRAZBAT consiste en l'exécution d'exercices humanitaires ou d'opérations de maintien de la paix. Le premier exercice s'est déroulé en septembre 1997. Il a permis le parachutage de la 82<sup>ème</sup> Division Parachutiste américaine venant directement du Texas en Ouzbékistan. Ceci a constitué un message dissuasif à destination des islamistes enclins à déstabiliser la région. Le message signifiait également aux puissances russes et chinoises: « nous pouvons nous déployer où nous le voulons, quand nous le voulons ».

Les Etats-Unis renforcent également leur présence en offrant des formations aux officiers des RAC qui étaient auparavant formés par la Russie. Le programme IMET (International Military Education and Training) permet l'accueil de stagiaires étrangers dans les centres de formation américains. A cet égard, le Georges Marshall Center<sup>10</sup> ou « European Center for Security Studies », crée dès 1993 sous la tutelle de

---

<sup>10</sup> [www.marshallcenter.org](http://www.marshallcenter.org)

CENTCOM<sup>11</sup> en Allemagne, est un élément d'influence important. Le personnel sélectionné pour suivre les cours est ciblé parmi les élites des ministères de l'intérieur, de la défense, des affaires étrangères. Les thèmes abordés comportent la sécurité internationale, la démocratie, le terrorisme mais aussi les droits de l'homme. C'est sans doute par l'animation du réseau des anciens stagiaires (newsletters, visite de professeurs,...) que les Etats-Unis influencent le plus les pays de la zone Eurasiatique. L'effort consenti pour l'accueil est à la hauteur des espérances américaines car pour la grande majorité des stagiaires les études sont intégralement payées par les Etats-Unis. Les efforts faits dans le domaine de la formation géopolitiques théorique n'écartent pas l'attention portée aux capacités de contrôle des frontières. En avril 2000, une nouvelle coopération est mise sur pied entre les Etats-Unis, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan : la CASI (Central Asian Border Security Initiative). Le Congrès américain dote chaque république de trois millions de dollars en 2000 et neuf millions en 2001 pour les aider à renforcer la sécurité de leurs frontières et la lutte contre la prolifération des armes. Ce programme a depuis été étendu au Turkménistan et au Tadjikistan. La traçabilité de l'arsenal militaire russe peut être placée parmi les préoccupations majeures des Etats-Unis et ceux-ci ont développé un système de veille. En 1999, le rattachement de l'Asie centrale au commandement central (CENTCOM) marque une nouvelle étape importante dans l'attachement des forces armées américaines aux RAC. Auparavant ces pays étaient rattachés au commandement européen (EUCOM) qui agit sur l'Europe et la majeure partie de l'Afrique. Avec l'adjonction des RAC, CENTCOM commande toute la zone s'étendant de la corne de l'Afrique à l'Asie centrale, y compris l'Irak et le Moyen orient c'est-à-dire un arc majoritairement islamique. La volonté de lutter contre l'islamisme bourgeonnant apparaît. Les Etats-Unis placent délibérément les RAC en dehors de l'espace post-soviétique et comme une périphérie du Moyen-Orient.

Pendant une dizaine d'années, les Etats-Unis ont encouragé la mise en place de coopérations pour promouvoir l'établissement d'un environnement politique stable favorable au développement de leurs projets énergétiques.

---

<sup>11</sup> CENTCOM : Central Command : commandement unifié des armées américaines stationné à Tampa (Floride). Sa zone s'étend de la corne de l'Afrique à l'Asie centrale. Voir annexe 3

### ***3. une installation légitimée***

Les attentats du 11 septembre 2001 au cœur des Etats-Unis propulsent la région d'Asie centrale sur le devant de la scène. Sa proximité de l'Afghanistan où la lutte contre Al Qaeda débute le 7 octobre 2001 va la transformer en base de soutien américaine. Suite aux attentats, les Etats-Unis investissent la zone et s'y ancrent de manière importante. Les puissances régionales partageant leurs intérêts immédiats les laissent agir ou les encouragent. D'autres motifs propres aux Etats-Unis doivent également être pris en considération.

a/ un éventail d'intérêts partagés avec les Etats de la région...

Les Etats-Unis se présentent dès le 12 septembre 2001 comme le chef de file de la guerre contre le terrorisme. L'islamisme radical, les séparatismes, les trafics de drogue et humains sont des facteurs qui alimentent le terrorisme et sont également combattus. Ces motifs d'implantation américaine dans la zone sont accueillis favorablement par les RAC et les puissances voisines qui ne contestent pas « l'entrée fracassante » des troupes américaines.

#### **1. lutte contre terrorisme**

L'administration américaine prend conscience de l'utilité d'avoir établi des relations avec les RAC et de les renforcer. En juin 2002, l'assistant au Secrétaire d'Etat déclare « les attentats du 11 septembre ont conduit l'Administration à réaliser « qu'il était essentiel pour les intérêts nationaux des Etats-Unis que nous améliorions nos relations avec les cinq pays d'Asie centrale » afin de les empêcher de devenir des sanctuaires pour le terrorisme. »<sup>12</sup>

Les espaces aériens des RAC s'ouvrent très rapidement aux avions de la coalition et les Américains peuvent installer des bases en Ouzbékistan et au Kirghizistan pour appuyer l'Opération Enduring Freedom en Afghanistan.<sup>13</sup> Le soutien que les RAC apportaient à l'Alliance du Nord et la crainte que l'Afghanistan ne devienne une base arrière pour terroristes et trafiquants de drogue les prédisposaient à accueillir favorablement tous les efforts entrepris d'où qu'ils viennent.

---

<sup>12</sup> PASCOE Lynn, Congressional Research Service, 5 juin 2006, Central Asia: Regional Developments and Implications for U.S. Interests. p3, "it was critical to the national interests of the United States that we greatly enhance our relations with the five Central Asian countries" to prevent them from becoming harbors for terrorism".

<sup>13</sup> Voir annexe 3

L'Ouzbékistan est le premier pays à offrir l'usage d'une base aérienne à Karshi-Khanabad (K2). Le président ouzbek annonce officiellement le 5 octobre 2001 qu'il autorise « les avions et hélicoptères de transport américains à atterrir sur un aéroport militaire sur le territoire ouzbek ». Cette ancienne base soviétique où ont initialement été déployés 1300 soldats et civils sert principalement de base logistique permettant de faire transiter carburant, aide humanitaire et technique et opérations de secours vers l'Afghanistan. L'Ouzbékistan sera également le seul pays à soutenir d'emblée l'intervention de la coalition en Irak en 2003 même s'il n'envoie pas ultérieurement de troupes en Irak<sup>14</sup>.

Le 8 octobre le gouvernement tadjik se déclare également prêt à accueillir les Américains et ouvre son espace aérien.

Le président kirghize Akayev autorise en novembre l'utilisation du territoire de la république. L'accord renouvelable est ratifié le 6 décembre et les troupes américaines se déploient pour un an à partir du 16 décembre. La base de Manas au Kirghizistan a un statut différent de celle de K2 car elle peut servir de plateforme pour des frappes en Afghanistan. Outre des avions ravitailleurs qui y stationnent, des stocks de munitions y sont entreposés. Cette garnison investit dans des installations en dur qui pourraient à terme accueillir 2000 hommes. La situation géographique de la base est aussi notable car elle se trouve à 200 kilomètres de frontière occidentale de la Chine.

Cette incursion militaire n'est pas contestée par Moscou. Il s'établit une cohabitation stratégique. Le Président Poutine déclare le 11 février 2002 au Wall Street Journal : « Nous sommes bien conscients de ce que nous faisons [en Asie centrale]... Si l'on considère les Etats-Unis comme un ennemi alors nous devrions nous comporter différemment... Mais si nous considérons que nous pouvons être partenaires voire même alliés dans le futur, alors tout ce que nous avons fait et faisons ensemble au sein de la coalition anti-terroriste peut difficilement être contesté. »<sup>15</sup> La présence américaine suscite tout de même des inquiétudes parmi les responsables russes que les Etats-Unis s'efforcent d'apaiser. Le 22 janvier 2002, le général Franks, commandant en chef de CENTCOM, déclarait à une agence de presse kirghize : « La date de notre retrait dépend de la situation en Afghanistan. »<sup>16</sup>

---

<sup>14</sup> Le Kazakhstan enverra une vingtaine de soldats pour la reconstruction de l'Irak.

<sup>15</sup> « We are well aware of what we are doing [in Central Asia]... If one considers the United States as an enemy, then of course we should behave differently... But if we assume that we can be partners and even allies in the future, then everything that we have done and are doing together in the framework of the anti-terrorist coalition can hardly be challenged »

<sup>16</sup> KABAR, Kyrgyz National News Agency, 23 janvier 2002

La lutte contre le terrorisme est un élément catalyseur de l'assouplissement des relations russo-américaines qui bénéficie également aux RAC.

## 2. lutte contre islam radical et pan-islamisme

La lutte contre l'islamisme radical fait également accepter la présence américaine car c'est une préoccupation de tous les Etats de la région. L'islam est devenu un nouvel espace d'action pour la contestation après les indépendances car les régimes installés au lendemain de 1991 sont tous des régimes présidentiels forts. Pour les RAC, définir l'islam radical comme ennemi permet de qualifier de terroristes des groupes d'oppositions au régime. Ainsi, le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) est-il classé dès septembre 2000 comme une organisation terroriste étrangère par le Département d'Etat américain. Le MIO, dont les connexions sont avérées avec les talibans et Al Qaeda et qui agit aussi au Kirghizistan, menaçait les intérêts et les citoyens américains. L'intervention en Afghanistan a permis de disperser le MIO et écarter une menace pour le régime. Le régime ouzbek a donc trouvé un allié de taille pour lutter contre sa principale opposition.

## 3. lutte contre trafics de drogue et humains

Les RAC sont naturellement placées sur les voies de transit de divers trafics : armes de destruction massive, drogue et même d'êtres humains. Ces trafics sont des fléaux, qui financent le terrorisme, reconnus par toutes les puissances et l'action américaine est là encore bien perçue. Les RAC reçoivent des aides financières<sup>17</sup> et un soutien économique que la Russie ne pouvait pas apporter. Entre 2001 et 2002, l'aide apportée aux RAC a augmenté de 66,5 %. Pour l'Ouzbékistan, l'augmentation est même de 189%. Cet argent est en partie investi dans la protection des frontières, ce qui satisfait tous les protagonistes car renforce les Etats en place.

### b/ ...qui masque des intérêts propres aux Etats-Unis

Au-delà des motifs partagés qui ont fait accepter par la Chine et la Russie la présence américaine en Asie centrale sans réaction, on peut y voir des intérêts qui n'appartiennent qu'aux Etats-Unis. La politique américaine en Asie centrale en 2005 fait mention de trois objectifs stratégiques : « la sécurité, l'énergie et la coopération économique régionale, la liberté au travers de réformes.[...] Objectifs qui se

---

<sup>17</sup> Voir annexe 4

renforcent les uns les autres. »<sup>18</sup> Les Etats-Unis utilisent en Asie centrale les mêmes modes d'action que dans le reste du monde pour se protéger de leurs adversaires. La région leur offre un terrain d'action privilégié pour mettre en œuvre leur politique dans les domaines particuliers de la défense et de la promotion de la démocratie.

Dans le domaine de la **défense**, les bases de K2 et Manas peuvent servir de modèle de référence au concept, développé par Donald Rumsfeld, de bases avancées ou plateformes de projection. La réorganisation de dispositif américain en dehors des Etats-Unis ou *Global Posture Review* était pour l'ancien secrétaire d'état à la Défense une priorité absolue. Il « entend améliorer la rapidité de déploiement, en optimisant l'emplacement des bases et en se prémunissant à l'avance – souvenir du veto turc de 2003 – contre d'éventuelles interdictions politiques »<sup>19</sup>. Augmentant la capacité de projection de force et de puissance, différents types de bases aux capacités d'accueil de troupes plus ou moins importantes sont imaginées. Les autres paramètres constitutifs des modèles de bases sont la région desservie et le volume de forces (présence américaine permanente ou non, prépositionnement d'équipements,...). Partout des accords de stationnement ou de transit seront recherchés sur des bases permanentes avec les Etats hôtes.

La stabilité de la région est capitale pour les Etats-Unis comme le déclarait l'ancien secrétaire d'Etat adjoint Richard Armitage : « la région est un pivot de la paix et la prospérité mondiale » [et donc la stabilité en Asie centrale] « est d'une importance primordiale et d'un intérêt vital pour notre nation ». [La clé de la stabilité régionale] est « d'avoir des Etats efficaces et totalement indépendants, qui dans le long terme, s'appuient sur l'économie de marché et des gouvernements représentatifs. »<sup>20</sup> Les Etats-Unis entendent ainsi promouvoir la **démocratie** dans le monde. Ils sont engagés dans une action de séduction pour faire accepter leur présence dans une zone qu'ils considèrent comme vitale. Ils misent beaucoup sur leur capacité d'influence ou « soft

---

<sup>18</sup> FRIED Daniel, Assistant Secretary for European and Eurasian Affairs, Statement Before the Subcommittee on the Middle East and Central Asia of the House International Relations Committee, Washington, DC, October 27, 2005 “ our policy goals and the challenges we face in implementing them. We pursue three sets of strategic interests in Central Asia. These are: Security; Energy and regional economic cooperation; and Freedom through reform. We believe that these objectives are indivisible and ultimately consistent. Political reform, economic reform and security all are mutually reinforcing.”

<sup>19</sup> de DURAND Etienne, Le redéploiement global des forces américaines, Politique étrangère 4/2005, pp 835

<sup>20</sup> ARMITAGE Richard., déclaration à la conférence de l'association commerciale américano-kazakhe au Ronald Reagan International Trade Center Washington, D.C., 27 avril 2004, [www.state.gov/s/d/rm/31870.htm](http://www.state.gov/s/d/rm/31870.htm).

power »<sup>21</sup>. Outre le Georges Marshall Center, College of International Security Studies, (CISS), visant les élites politiques, militaires et économiques de leurs nouveaux partenaires. Les Etats-Unis promeuvent aussi la démocratie au travers du soutien d'organisations non gouvernementales (ONG). Le soutien américain aux révolutions colorées qui ont abouti à la mise en place de nouveaux régimes en Ukraine et en Géorgie s'appuie sur un réseau important chargé de diffuser la technologie politique. Ces ONG sont également actives en Asie centrale. *Freedom House*<sup>22</sup>, ONG qui défend la démocratie et les droits de l'homme, est par exemple financée par USAID, l'organisation gouvernementale de développement américaine. Radio Free Europe/Radio Liberty permet également de diffuser les messages porteurs des valeurs américaines par les ondes radio mais aussi par internet.<sup>23</sup> Le rôle de ces acteurs dans la « révolution des tulipes », qui a vu le premier ministre Kurmanbek Bakiev remplacer l'ancien président Askar Akayev, a été souligné. Certains dirigeants de la révolution avaient même été envoyés en observateurs en Ukraine et en Géorgie afin de tirer les leçons des événements et mieux les exporter.

Les Etats-Unis ont su profiter des opportunités qui se sont présentées pour créer puis renforcer leur implantation diplomatique, économique et militaire en Asie centrale. Cette présence dans cette zone pivot leur permet de poursuivre « un objectif fondamental : empêcher la renaissance d'une forme d'impérialisme en Eurasie. »<sup>24</sup> Ce faisant les Etats-Unis s'attirent des inimitiés d'une région qui attendait beaucoup de leur arrivée.

## **II ... qui réveille des oppositions externes ...**

L'Asie Centrale et ses voisins ont d'abord observé passivement l'arrivée des Etats-Unis dans la région puis ont réagi car ils ont perçu une menace. Ces réactions individuelles ou collectives affaiblissent la position américaine car les Etats-Unis sont obligés de mener des actions délicates face à des acteurs nombreux, aux intérêts variés et menant des politiques indépendantes.

---

<sup>21</sup> NYE Joseph "Soft power" is about getting others to want what one wants. It co-opts people rather than coerces; it rests on the ability to set the political agenda in a way that shapes the preferences of others. Soft power arises in large part from values., *The Paradox of American Power* (New York: Oxford Univ. Press, 2002), p. 9.

<sup>22</sup> [www.freedomhouse.org](http://www.freedomhouse.org)

<sup>23</sup> [www.rferl.org](http://www.rferl.org)

<sup>24</sup> BLANK, Stephen J., expert de l'Asie centrale à l'U.S. Army War College's Strategic Studies Institute.

### ***1. un rejet de leurs hôtes***

Grâce à leur implication importante et leur présence, les Etats-Unis ont favorisé la stabilisation de la région sur les plans économiques et sécuritaires. L'arrivée massive de troupes et des financements en 2002<sup>25</sup> ont encouragé les gouvernements en place à soutenir les Etats-Unis. La communauté de pensée concernant les menaces à la stabilité ont aussi pu laisser penser aux Etats-Unis que leur politique serait appuyée et que leurs valeurs seraient partagées. Cependant, des effets pervers sont apparus. En effet, la présence américaine en Asie centrale est contestée par les pays d'accueil. Une présence physique entraîne *de facto* une implication accrue sur la scène politique locale. Cette ingérence américaine dans les affaires intérieures s'oppose à la volonté des RAC de mener des politiques indépendantes sur le plan intérieur.

La lutte contre la menace islamique a ainsi permis aux régimes en place d'éliminer une source d'opposition. Là où les Etats-Unis attendaient l'émergence d'une société civile celle-ci a été éliminée par des régimes qualifiant les oppositions de terroristes. Les régimes ont durci leurs moyens de répression et se sont donc renforcés. Un autre effet contradictoire est la paralysie de l'économie régionale due à la fermeture des frontières.

Cette attitude des RAC qui veulent être soutenues mais garder leur indépendance est parfois mal comprise par les Etats-Unis qui ne comprennent pas ce refus de démocratie. Les Etats-Unis se trouvent mis en concurrence sur leur propre terrain.

L'exemple de l'Ouzbékistan est à ce titre très révélateur de la versatilité des RAC. L'**Ouzbékistan** qui autrefois comptait principalement sur la Russie est devenu le pivot des relations Etats-Unis – Asie centrale et est dorénavant leur pire détracteur. Alors que le 11 décembre 1999 était signé un traité de coopération militaire bilatérale avec la Russie, le président Karimov déclarait « La Russie est le pays et la puissance dont nous comptons sur le soutien pour maintenir la stabilité et la sécurité dans toute notre région ». Cette déclaration fait suite à une limitation des livraisons d'armement par les Etats-Unis aux armes non létales. « Parallèlement, le Département d'Etat reprenait ses critiques envers les violations des droits de l'homme [...]. Déçu, [...], l'Ouzbékistan entraînait en juin 2001 dans le groupe dit de Shanghaï, mené par la Russie et par la Chine. Moscou reprenait ainsi la main dans la région. »<sup>26</sup> Le 5 octobre 2001, après la visite de Rumsfeld à Tashkent, l'Ouzbékistan signe un accord autorisant le

---

<sup>25</sup> Voir annexe 4

<sup>26</sup> ROY Olivier, *L'Asie centrale et le jeu russe*, Critique internationale n° 14, janvier 2002, p. 20

déploiement des forces américaines sur la base aérienne de Khanabad en échange de garanties de sécurité et l'accord américain de frapper des camps d'entraînements abritant des membres du MIO en Afghanistan<sup>27</sup>. Le président déclarait également qu'aucune négociation sur la durée du déploiement n'avait eu lieu. La semaine suivante, une déclaration conjointe, stipulait qu'en cas de menace directe à la sécurité ou à l'intégrité territoriale de l'Ouzbékistan, les deux pays se consulteraient rapidement pour étudier les réponses appropriées à la situation. Reçu en mars 2002 aux Etats-Unis, le président Karimov déclarait encore que les Etats-Unis pourraient rester en Ouzbékistan le temps nécessaire au démantèlement du réseau terroriste. Un partenariat stratégique entre les deux Etats est également signé à cette occasion, l'Ouzbékistan s'engage à intensifier la transformation démocratique et augmenter la liberté de la presse. En 2002, les aides financières des Etats-Unis envers l'Ouzbékistan connaissent une progression de 189 % tandis que la moyenne des RAC ne progresse que de 66 %.<sup>28</sup> La même année l'Ouzbékistan se retire également du Traité de Sécurité Collective regroupant alors la Russie et une partie des anciennes républiques pour des coopérations militaires et des consultations en cas de menace à la sécurité de l'un des membres. En août 2002, le Président Karimov explique à la radio nationale : « Les Etats-Unis ont joué un rôle majeur dans l'élimination des talibans et de la machine terroriste. Du coup, ils ont libéré l'Ouzbékistan de toute menace d'agression militaire ou idéologique », et ajoute : « Je pense qu'ils seront là aussi longtemps qu'il le faudra pour nous protéger. »<sup>29</sup>

L'année 2005 va marquer un revirement dans les relations américano-ouzbeks. La révolte d'Andijan et sa répression par le gouvernement ouzbek sont le fait déclenchant. Le massacre d'Andijan a été perpétré à la suite d'une manifestation demandant la fin d'un procès dans lequel on accusait un homme d'affaires local d'appartenir à un groupe terroriste islamique. Cette manifestation se déroulait le lendemain de l'attaque de la prison qui avait permis la fuite de nombreux prisonniers. Ceux-ci se mêlant aux manifestants s'en prirent aux bâtiments administratifs. Le président Karimov s'étant rendu sur place l'ordre fut rétabli le 13 mai au soir. Il est probable que des centaines de civils furent tués ou blessés lors de l'intervention des forces de l'ordre. Lors du premier procès de quinze participants présumés, la peine de

---

<sup>27</sup> WISHNICK Elizabeth, *Growing security interest en Central Asia*, octobre 2002

<sup>28</sup> Voir annexe 4

<sup>29</sup> CHETERIAN Vicken, *L'Asie centrale base arrière américaine ?*, Le monde diplomatique, février 2003

mort fut demandée pour tous les accusés. Ceux-ci « reconnaissent » que les gouvernements américains et kirghizes avaient appuyé et financé l'émeute, aidés en cela par la presse internationale, des défenseurs des droits de l'homme et des ONG. Une quelconque implication a été déniée par les gouvernements incriminés et une demande d'enquête internationale demandée par les Etats-Unis, qui suspendirent une aide de 11 millions de dollars. La demande d'enquête se solde par un refus et l'Ouzbékistan rentre dans une phase anti-occidentale. Peu après, le gouvernement ouzbek édicte des limitations à l'emploi de la base de K2: plus de vols de nuit et moins d'atterrissages de gros porteurs C17. Le 5 juillet 2005, lors du sommet d'Astana, un échancier de départ d'Asie centrale pour soldats américains est demandé par l'Organisation de Coopération de Shangaï. A la fin du même mois, l'Ouzbékistan demande le retrait des troupes de la base de K2 dans les six mois suivants. Les relations se sont détériorées au point que Rumsfeld ne s'est pas rendu en Ouzbékistan lors de sa tournée en Asie centrale (Kirghizstan et Tadjikistan) fin juillet. De même, Condoleezza Rice évitera l'Ouzbékistan lors de son voyage d'octobre 2005.

La fermeture de K2 sera effective fin novembre. L'Ouzbékistan a également boycotté un exercice anti-terroriste organisé par U.S. CENTCOM en Virginie. Dans le même temps, l'Ouzbékistan rejoue la carte russe et le 14 novembre 2005 un accord sécuritaire est signé. « La Russie s'engage quasiment à garantir la sécurité du régime karimovien. »<sup>30</sup>.

L'Ouzbékistan a également chassé de nombreuses ONG soutenues par les Etats-Unis de son territoire. Le site internet de Radio Liberty, qui consacre toujours, deux ans après, un dossier spécial au massacre fait état d'un harcèlement systématique de ses correspondants. Suite au massacre l'Ouzbékistan condamne juridiquement les ONG et les chasse littéralement de son territoire, fermant les représentations.

L'attitude de l'Ouzbékistan, et son changement d'attitude radical vis-à-vis des Etats-Unis est caractéristique et pourrait déteindre sur d'autres Etats comme le **Kirghizistan**.

Le 15 février 2005 une déclaration exprime le refus de l'installation des Awacs, considérés comme des avions de renseignement sur la base de Manas. Le ministre des

---

<sup>30</sup> PEYROUSE Sébastien, l'Asie centrale quinze ans après l'indépendance, Politique étrangère 2/2006, p405

Affaires étrangères déclare « après consultation avec nos alliés de l'OTSC et de l'OCS, nous considérons que l'utilisation de tels avions à partir de Manas ne correspond pas au mandat donné aux Américains qui ne concerne qu'une intervention en Afghanistan. »<sup>31</sup> Le 19 avril 2005, le Président Bakiyev menace de fermer la base de Manas si un nouvel accord de location n'est pas établi avant le 1<sup>er</sup> juin<sup>32</sup>. Début 2006, il demande que le prix de location soit augmenté à plus de 200 millions de dollars par an tout en réaffirmant l'usage à titre gracieux de la base de Kant par la Russie et ses alliés de l'OTSC. Outre la location de la base, il est à noter que les investissements américains à Manas représentent 250 millions de dollars soit 1/5<sup>ème</sup> du PIB du Kirghizistan.

Le **Kazakhstan** a adopté une attitude différente et est différente et il se positionne de manière beaucoup équilibrée par rapport à la Russie, la Chine et les Etats-Unis. Pays stable et jouissant de grandes réserves de pétrole, sans base américaine mais avec une grosse minorité russe qu'il sait ménager il cherche à devenir le nouveau pivot de la région.

Les RAC ont une attitude versatile vis-à-vis des Etats-Unis. Demandeurs exigeants d'un soutien économique qu'ils appellent de leurs vœux, ils veulent rester maîtres de leurs régimes et cultivent leur indépendance. Leurs voisins réagissent également à la présence américaine.

## ***2. un sursaut des Etats voisins***

Les grands voisins de l'Asie centrale, la Russie et la Chine, ont pu trouver l'infiltration américaine en Asie centrale incongrue. Au départ acceptée ou subie faute de moyens, cette incrustation apparaît de plus en plus dérangeante voire menaçante ce qui provoque des contrefeux et des manœuvres plus ou moins coordonnées aux frontières des RAC.

Après l'effondrement de l'URSS, **la Russie** a initialement négligé son « étranger proche » toute concentrée qu'elle était à établir un partenariat stratégique avec l'occident. La relance de son action s'est fait progressivement après une phase plutôt attentiste. L'échec de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et l'encercllement

---

<sup>31</sup> CAGNAT René, *Asie centrale : la poudrière et les allumettes*, Défense nationale, avril 2005, p 60

<sup>32</sup> En 2005 les Etats-Unis auraient payé 28 millions de location de la base da Manas et de taxes de décollages et atterrissages

par l'OTAN, l'Ukraine, le GOUAM<sup>33</sup> qu'elle voyait se profiler la conduit à relancer son influence par l'intermédiaire d'organisations régionales comme le Traité de Sécurité Collective (TSC)<sup>34</sup> de la CEI, devenu OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), et l'OCS.

La Russie a ainsi maintenu un corps de gardes frontières fort de 14500 soldats au Tadjikistan jusqu'en 2005, alors que la Russie et le Tadjikistan n'ont pas de frontières communes. Le stationnement de la 201<sup>ème</sup> division de fusiliers motorisés et ses 7800 soldats russes au Tadjikistan a également été reconduite, permettant ainsi à la Russie de garder un pied dans ce pays déchiré par une guerre civile entre 1992 et 1997. Fait plus significatif du retour en force de la Russie, elle signe, en septembre 2003, un accord de location de la base aérienne de Kant, au Kirghizistan pour 15 ans. Cette base d'une vingtaine d'avions et de plusieurs centaines d'hommes est à proximité de la capitale Bishkek et à seulement 35 kilomètres de la base américaine de Manas. Elle abrite les forces aériennes des forces collectives de réaction rapide de l'OTSC. Ces forces composées de 5000 hommes sont réparties en quatre bataillons kirghize, tadjik, kazakh et russe. Cette base est la première base russe ouverte à l'étranger depuis 1991 – la deuxième en importance après la flotte de la Mer Noire - et l'objet de grandes satisfactions chez les militaires de ce pays.

La coopération spatiale est aussi un aspect important des relations de la Russie avec le Kazakhstan. Le cosmodrome de Baïkonour est aujourd'hui loué jusqu'en 2050 et le Kazakhstan, bénéficiant d'accords, devrait pouvoir lancer son propre satellite de communications.

L'appel à la Russie par les RAC s'illustre également sur le plan politique. En effet, les régimes des nouvelles républiques indépendantes se sentent menacés par les « révolutions colorées ». Les populations sont également déçues car elles associent la baisse de leur niveau de vie à l'indépendance. Une déception de la démocratisation et une nostalgie pour le régime russe s'établissent mais sans réel impact sur l'influence russe.

Le dernier évènement en date montrant le retour de la Russie est une déclaration du Président Poutine lui-même. Le 15 juin 2006, il compare dans les politiques étrangères russes et américaines vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques et en

---

<sup>33</sup> GOUAM : Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie

<sup>34</sup> TSC signé en 1992 ; OTSC créée en 2002 : Russie, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan. L'OTSC dispose d'une force de réaction rapide sur la base aérienne de Kant au Kirghizistan depuis 2003.

particulier l'Ouzbékistan. Il déclare que la Russie a des relations « prudentes » avec les RAC puisqu'elles sont toujours « faibles et vulnérables » à l'islamisme radical. Au contraire des Etats-Unis qui essaient « de leur imposer leurs standards ». Il développe « Je comprends l'insatisfaction des Etats-Unis concernant le fait que l'Ouzbékistan ait fermé la base de Karshi-Khanabad. Mais s'ils ne s'étaient pas comportés comme des éléphants dans un magasin de porcelaine, la base n'aurait sans doute pas été fermée. »<sup>35</sup>

De partenaire de référence la Russie est devenue un partenaire commun des RAC. La cohabitation Russie - Etats-Unis trouble les relations bilatérales des Etats-Unis avec les RAC.

La **Chine** est également préoccupée par la présence américaine en Asie centrale. Alors que les RAC constituaient autrefois un glacis protecteur face à l'ouest, leur indépendance a ouvert un nouveau front. La Chine se sent maintenant prise à revers par les Etats-Unis, qui la menace déjà sur l'Océan Pacifique. L'installation de la base de Manas à quelques kilomètres de la frontière chinoise est mal vécue. Le règlement des différends frontaliers avec les RAC a été un des premiers objectifs chinois à l'indépendance. L'ouverture à l'ouest et le dialogue se sont renforcés et un exercice entre garde-frontières kirghizes et chinois a eu lieu pour la première fois en 2002.

La politique étrangère de Pékin en Asie centrale vise à combattre le séparatisme. Pour la Chine, les Ouighours de la province du Xinjiang constituent la principale menace islamiste. « Pékin tente de juguler la montée des sentiments indépendantistes au sein des Ouighours de la province du Xinjiang. Le Xinjiang est situé à l'ouest du pays, à proximité immédiate du Kazakhstan et du Kirghizistan. Les habitants sont des Turks ethniques, culturellement et linguistiquement proches des Ouzbeks. Ils professent l'islam sunnite. Le développement économique du Xinjiang a drainé vers cette région une importante immigration interne de Chinois Han, venus des provinces centrales de la Chine. Leur arrivée massive a encore aiguisé les tensions existantes. D'après certaines estimations, cet afflux a modifié le caractère ethnique de la province et les Han y seraient désormais plus nombreux que les Ouighours. Alors que les relations entre l'ouest de la Chine et les pays d'Asie centrale se multiplient, Pékin redoute de

---

<sup>35</sup> NICHOL Jim, Central Asia: Regional Developments and Implications for U.S. Interests, CRS Report for Congress, 16/11/2006, p19

voir les mouvements séparatistes ouighours se radicaliser au contact de leurs “ frères ” centre-asiatiques. »<sup>36</sup>

Les Chinois entendent également étendre leur influence par l'économie. « C'est en commençant par le Kirghizstan que les Chinois semblent vouloir prendre pied en Asie centrale. L'appartenance des deux pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a permis d'inonder le pays kirghize de produits chinois »<sup>37</sup>. Les échanges entre les deux pays ont augmenté de 83,6 % en 2004.

Enfin, assurer sa sécurité énergétique est primordial pour la Chine qui consolide ses relations avec l'Asie centrale, luttant avec les Etats-Unis pour capter une partie du pétrole de la Caspienne.

Chine et Russie se méfient toutes deux de la présence américaine encerclant leurs territoires. En dépit de conflits d'intérêts, leurs relations bilatérales sont aussi empreintes d'une certaine connivence et de coopérations au sein d'organisations régionales.

### ***3. le renforcement des organisations régionales***

Le renforcement de l'**Organisation de Coopération de Shangai** participe à la déstabilisation des Etats-Unis car elle est un porte-voix et un contrepoids actif à l'hégémonie américaine. Sa visibilité est largement établie en Asie centrale et elle se consolide aux travers de nombreuses initiatives dans des domaines variés.

Le forum de Shangai (ou Cinq de Shangai) a été instauré en 1996 pour améliorer les relations entre membres en réglant les litiges frontaliers, notamment sur l'ancienne frontière sino-soviétique et faciliter la coopération économique. Il regroupait alors les gouvernements de Russie, Chine, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan. L'intégration de l'Ouzbékistan en juin 2001 transforme le forum en l'Organisation de coopération de Shangai (OCS)<sup>38</sup>. Depuis lors, l'OCS s'est renforcée par la création d'un secrétariat général permanent à Pékin. Ses objectifs ont également évolué vers une coopération dans les domaines politiques, économiques, commerciaux, scientifiques et techniques,

---

<sup>36</sup> CHETERIAN Vicken, L'Asie centrale brûle-t-elle ?, Politique internationale, n° 108, été 2005 Pp. 377-396

<sup>37</sup> CAGNAT René, Asie centrale : la poudrière et les allumettes, RDN avril 2005, p62

<sup>38</sup> [www.sectesco.org](http://www.sectesco.org) contrepoint à l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe). Voir annexe 5

culturels et éducatifs ainsi qu'énergétiques, du transport, du tourisme et de l'environnement. Une compétence sécuritaire est également développée. La coopération se concrétise par la création d'une structure anti-terroriste régionale (RATS<sup>39</sup>) opérationnelle à Tachkent en janvier 2004 et des manœuvres militaires communes (sino-kazakhes puis sino-russes en 2005)<sup>40</sup>. La lutte contre les séparatismes et l'extrémisme islamique font aussi partie des ambitions de l'OCS. La présence de membres observateurs tels que la Mongolie, l'Inde, l'Iran, le Pakistan<sup>41</sup> en font un forum regroupant la moitié de la population mondiale, quatre puissances nucléaires avérées, et la moitié des réserves mondiales en gaz naturel<sup>42</sup>.

Ce forum s'affiche clairement comme contrepoids à l'influence américaine dans la région. La presse russe présente ainsi l'OCS comme « une alternative à l'OTAN » qui devrait permettre à Moscou et à Pékin « d'agir contre l'influence des Etats-Unis » en Asie.<sup>43</sup>

Cette volonté de refouler les Etats-Unis de la zone s'exprime de plus en plus ouvertement. Le rejet des candidatures à l'intégration de la Turquie<sup>44</sup>, de l'Afghanistan<sup>45</sup> ont pu montrer la volonté de conserver une organisation sans « chevaux de Troie » américains. La déclaration finale du sommet d'Astana, le 5 juillet 2005, demandait directement aux Etats-Unis de fixer un calendrier de départ de ses GI<sup>46</sup> de la région – demande interprétée par certains comme un ultimatum amplifiant les propos de l'Ouzbékistan. Une déclaration sino-russe condamnant la politique de démocratisation des Etats-Unis imposée aux RAC a également été prononcée. L'OCS « se présente dorénavant comme rempart face à la déstabilisation des pouvoirs en place fomentée selon elle par les Etats-Unis »<sup>47</sup>. La volonté russe et chinoise de conserver la mainmise sur leurs sphères d'influence ne pouvait être exprimée plus clairement.

---

<sup>39</sup> Regional Antiterror System (RATS)

<sup>40</sup> Malgré l'absence d'un état-major commun, in de L'ESTOILE Renaud, *A travers et au-delà de l'OCS: les ambivalences des relations entre la Chine et la Russie*, CID, La Tribune

<sup>41</sup> Statut obtenu par la Mongolie le 17 juin 2004; par l'Inde, l'Iran, le Pakistan le 5 juillet 2005

<sup>42</sup> Caucaz.com, *l'OCS à l'aube d'une nouvelle ère*, Lili DI PUPPO, 3 juillet 2006

<sup>43</sup> Dedefensa.org. *A l'est du nouveau*, 7 juillet 2005

<sup>44</sup> Demande de janvier 2005

<sup>45</sup> Déclaration du directeur du Centre d'études iraniennes Radjab Safarov à RIA Novosti le 16 juin 2006 « Il est parfaitement évident que si l'Afghanistan est admis à l'OCS, cela apportera une note destructive à l'intégrité de l'Organisation, car la politique afghane est définie non pas à Kaboul mais outre-Atlantique ».

<sup>46</sup> GI : soldats américains

<sup>47</sup> PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale quinze ans après*, Politique Etrangère 2/2006, p405

La politique anti-américaine conduite par la Russie et la Chine par le biais de l'OCS obtient un certain retentissement à travers toute l'Asie centrale. Même si les Etats-Unis peuvent profiter conjoncturellement du bicéphalisme Chine – Russie et de leur défiance réciproque au sein de l'OCS, ils ont compris que sa consolidation est en cours et que l'OCS se présente comme un acteur majeur de la région. Une proposition de loi, du 4 mai 2006, demande à ce propos que les Etats-Unis soient admis comme membre observateur. « Reconnaissant que la Chine et la Russie ont agité à l'encontre des intérêts de sécurité américains, comme par exemple en supportant la réduction de la présence américaine en Ouzbékistan, [la proposition] appelle à un statut de membre observateur pour les Etats-Unis au sein de l'OCS afin de promouvoir stabilité et sécurité. »<sup>48</sup>

#### ***4. la démarcation des principaux alliés des Etats-Unis***

Les derniers acteurs qui contrarient les Etats-Unis dans leur implantation en Asie centrale sont les Etats voisins qui sont traditionnellement considérés comme des alliés des Etats-Unis. L'Inde, le Pakistan et la Turquie voulant conserver leur indépendance mènent des rapprochements avec les organisations ou les puissances comme la Chine et la Russie qui interagissent sur la politique étrangère américaine. La fiabilité des alliés traditionnels n'est plus assurée ce qui complique la perception américaine de la région.

L'attitude de la **Turquie** démontre une amélioration des relations avec la Russie. La guerre d'Irak peut-être considéré comme le facteur déclenchant. En effet, le refus, opposé le 1<sup>er</sup> mars 2003, au déploiement d'une division américaine en Turquie marque la première démarcation de la Turquie vis-à-vis des Etats-Unis. L'explication peut être le fait que la Turquie redoute l'émergence d'un Etat kurde indépendant. La lutte contre le pan-islamisme a également conduit la Russie et la Turquie à se rapprocher. Enfin, la Turquie a besoin du pétrole et du gaz russes tandis que la Russie recherche les produits agricoles et de consommation turcs. Les Etats-Unis qui entendaient récompenser la Turquie du soutien apporté aux Etats-Unis lors de la première guerre du Golfe de 1991 en privilégiant le tracé du BTC sont nettement concurrencés par la Russie.

---

<sup>48</sup> NICHOL Jim, Central Asia: Regional Developments and Implications for U.S. Interests, CRS Report for Congress, 16/11/2006, p27

L'attitude de démarcation des Etats-Unis est aussi conduite par l'**Inde** et le **Pakistan**. Sans se rapprocher systématiquement de la Russie ou de la Chine, ces pays entendent mener des politiques étrangères indépendantes. La situation est complexe dans la mesure où si l'Inde se rapproche des Etats-Unis cela peut-être exploité par le Pakistan. Un jeu de dominos est engagé. L'admission conjointe de l'Inde et du Pakistan comme membres observateurs au sein de l'OCS renforce l'OCS mais aussi chacun des deux pays. Puissances nucléaires, avec un différend frontalier, ces pays sont sujets d'intérêt pour les RAC, la Russie et la Chine. Le Pakistan parce qu'il permet l'évacuation des hydrocarbures directement dans l'Océan Indien, l'Inde parce qu'elle ne peut rester indifférente à ce qui anime le Pakistan.

La présence américaine en Asie centrale crée de nombreuses réactions et soulève de nombreuses réticences. Les Etats-Unis ne s'attendaient certainement pas à être remis en cause aussi vite et brutalement par leurs hôtes. Ils n'ont sans doute pas pris au sérieux la nouvelle ligue que constitue l'OCS et son rôle croissant dans les relations régionales. La stabilité apportée a finalement été de court terme et de nouvelles rivalités ont vu le jour. La présence américaine a entraîné des réactions en chaîne que les Etats-Unis ne maîtrisent plus. Une explication à cette perte de contrôle est peut être à rechercher aux Etats-Unis même.

### **III ... et révèle des fragilités internes**

La présence américaine en Asie centrale est remise en question par des facteurs internes aux Etats-Unis. Tout d'abord une absence de coordination de la politique étrangère et une incapacité à traiter avec des régimes autoritaires autrement que par la fermeté.

#### ***1. un manque de cohérence et des oscillations dans la politique étrangère***

Au commencement de l'entrée des Etats-Unis en Asie centrale, la politique a été de conduite de manière désordonnée et sans doute trop déconcentrée. Le manque initial de coordination entre les différents ministères a été préjudiciable à l'action globale. Les intérêts économiques, sécuritaires puis politiques ont été traités de manière séquentielle sans que les nouveaux intervenants ne prennent connaissance de l'existant. Ainsi, le ministère de l'énergie a-t-il conduit seul les travaux sur les acheminements d'hydrocarbures.

Les Etats-Unis ne se sont véritablement engagés en Asie centrale qu'au début des années 90. Ils considéraient auparavant que la région ne jouait aucun rôle dans ses relations bilatérales avec les puissances voisines. « Ce désintérêt de la part des Etats-Unis et leur méconnaissance de la région les conduisirent à commettre deux erreurs fondamentales dès leur tout premier engagement, au début des années 90. La première fut de considérer que le Caucase et l'Asie centrale formaient un tout, et ce malgré les profondes différences historiques, politiques et culturelles entre les Etats qui le composent. La seconde fut de ne pas prendre conscience des intérêts historiques des puissances voisines : car s'ils relèvent d'un intérêt secondaire pour la Chine, le Caucase et l'Asie centrale constituent pour la Russie, la Turquie et l'Iran une zone frontalière stratégique. [...] Les décideurs américains ont maintenant pris conscience de ces complexités, mais il leur aura fallu pour cela une décennie de contacts avec la région. »<sup>49</sup>

Ce n'est qu'en 1998 qu'un conseiller spécial du Président pour l'énergie dans la Caspienne est nommé au sein du Département d'Etat. Son rôle est de coordonner au mieux les programmes relatifs aux ressources en hydrocarbures. La géopolitique liée à l'exploitation est devenue plus importante que les considérations commerciales. Auparavant c'était les querelles de compétence, l'absence de coordination et la confusion qui étaient caractéristiques, empêchant la mise en place d'une politique unifiée. « Entre 1992 et 1996, la responsabilité de chacun des NEI<sup>50</sup> et des différentes questions fût fragmentée entre divers départements et sous-départements du gouvernement des Etats-Unis. La promotion des initiatives liées à la démocratisation des NEI, par exemple, fut répartie entre l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et le département d'Etat. Au Pentagone, la responsabilité de l'Asie centrale fut attribuée au commandant en chef des forces américaines du groupe central, et celle du Caucase au commandant en chef des forces américaines du groupe européen [sans concertation avec le Département d'Etat]. En l'absence de priorités clairement définies, chaque département poursuit ainsi des politiques institutionnelles étroites. » Pour le Pentagone, « le message était clair : ne prendre aucun engagement de sécurité envers ces républiques, qui pourrait conduire à envoyer des troupes américaines dans la région »<sup>51</sup>

---

<sup>49</sup> HILL Fiona, *Une stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991*, Politique étrangère 1/2001 p 96

<sup>50</sup> NEI : Nouveaux Etats indépendants

<sup>51</sup> ROY Olivier, *L'Asie centrale et le jeu russe*, Critique internationale n° 14, janvier 2002, p. 20

L'établissement d'un groupe inter-institutions, présidé par le conseil de sécurité nationale (NSC), et regroupant des représentants des départements d'Etat, du Trésor, du Commerce, de l'Energie, de la Défense ainsi que des membres de la CIA, de l'Agence de la protection de l'environnement, des institutions de financement du secteur public permet d'examiner les répercussions en matière de sécurité de l'engagement des Etats-Unis dans l'exploitation du pétrole de la Caspienne. Les relations des Etats-Unis avec l'Iran influencent énormément les prises de décision. Le rôle du Congrès est ici à souligner car il gêna le gouvernement en érigeant des barrières législatives aux relations avec l'Iran. L'Iran Lybia Sanctions Act (ILSA) ou loi d'Amato est voté le 5 août 1996. Cette loi impose des sanctions à toute compagnie investissant plus de 40 millions de dollars (seuil réduit à 20 millions de dollars l'année suivante) dans le développement des ressources pétrolières en Iran. Cette loi orienta de manière importante le soutien américain à l'oléoduc BTC. La ligne suivie était alors d'écartier l'Iran, de marginaliser la Russie en ouvrant de nouvelles voies la contournant et de récompenser la Turquie pour son soutien lors de la guerre du Golfe de 1991.

Le Congrès et des considérations de politique intérieure peuvent empêcher la conduite de la politique étrangère par l'adoption d'amendements limitant la marge de manœuvre de l'administration. Ainsi, la section 907 est un amendement au *Freedom Support Act*, voté immédiatement après l'adoption de la loi, qui interdit toute assistance au gouvernement de l'Azerbaïdjan excepté si « le gouvernement d'Azerbaïdjan prend des mesures manifestes pour mettre un terme à tous les blocus et toutes les utilisations offensives contre l'Arménie et le Haut-Karabakh ». Cet amendement fut adopté sous l'impulsion de la diaspora arménienne et ne fut levé que le 25 janvier 2002 pour permettre d'approfondir la coopération en matière de lutte anti-terroriste. Les lobbies pétroliers ayant des intérêts en Azerbaïdjan avaient toujours échoué à faire lever cet amendement avant le 11 septembre 2001.

L'assistance économique peut se révéler une source d'instabilité. Ainsi, les Etats-Unis ont investi 250 millions de dollars sur la base de Manas au Kirghizistan. Cette somme représente 1/5<sup>e</sup> du PIB du Kirghizistan<sup>52</sup> et pourrait contribuer à accentuer la faillite économique. Le Pentagone a également pris des initiatives économiques. Au but de sécuriser la zone et de suivre le démantèlement de l'arsenal nucléaire soviétique, il a

---

<sup>52</sup> CAGNAT René, *Asie centrale: le Très Grand Jeu*, Revue de la Défense Nationale, mars 2002, p 29

investit dans des manœuvres conjointes, des formations coûteuses et des ventes d'armes qui renforcent les armées des RAC.

Dans une moindre mesure, l'attitude des forces armées illustre le manque de cohérence de la politique américaine. En effet, les soldats américains vivent sur des bases isolées en autarcie complète, sans contact avec la population dont ils ne parlent pas la langue.

Les Etats-Unis ont mis du temps à coordonner leur politique en Asie centrale. Des limitations inhérentes à leur organisation institutionnelle comme la multiplicité des acteurs et les lobbies gênent l'exécutif dans la conduite de la politique. Il apparaît que la coordination ne s'effectue efficacement que si le Conseil de sécurité nationale, qui a un accès privilégié au Président, s'en saisit. Une autre fragilité apparaît dans la conception de la promotion des valeurs américaines comme la démocratie.

## ***2. la difficulté à traiter avec des régimes autoritaires***

Les Etats-Unis ont trouvé en Asie centrale un large champ d'action pour exporter leurs valeurs. En effet, les dirigeants en place au moment de la chute de l'URSS sont restés en place et ont progressivement ancré leurs pays dans des régimes autoritaires. Par obligation les Etats-Unis ont donc traité avec des régimes autoritaires. Les fraudes électorales et les violations des droits de l'homme « valurent aux gouvernements de la région, de la part des hauts responsables américaine, plutôt de vagues réprimandes que de véritables sanctions. »<sup>53</sup> Les sommes investies dans l'assistance par les Etats-Unis montrent un effort conséquent.<sup>54</sup> Jouant sur le tableau de la sécurité et de la promotion de principes démocratiques, les Etats-Unis s'attirent le mécontentement des dirigeants locaux. « Ainsi, en avril 2000, lors de la visite de Madeleine Albright, le président Nazarbaïev reprocha publiquement au secrétaire d'Etat de faire la leçon au gouvernement sur sa conduite des affaires intérieures. ». De même, le soutien américain aux révolutions colorées embarrasse les gouvernants en place et peut mettre en place un gouvernement aux appuis douteux. Ainsi, la révolution des tulipes de mars 2005 au Kirghizistan qui met e place un nouveau gouvernement a-t-elle été soutenue par les Etats-Unis. Il s'avère cependant que la mafia de la drogue a soutenu et financé

---

<sup>53</sup> HILL Fiona, Une stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991, Politique étrangère 1/2001 p 104

<sup>54</sup> Voir annexe 4

cette révolution pour mieux tenir le pays. Une multiplicité d'acteurs aux intentions douteuses peut créer des effets contre productifs.

D'autres actions peuvent également conforter les gouvernants en place. L'effet atteint est donc parfois à l'opposé de celui attendu. La lutte contre le terrorisme en Ouzbékistan est à ce propos remarquable. En participant à l'éradication du MOI au début de la guerre en Afghanistan, les Etats-Unis ont décapité la seule opposition organisée au président Karimov. Le gouvernement étant sans opposition les chances de mise en place d'une démocratie deviennent minces tant l'emprise du régime est forte. C'est cette même lutte contre l'islamisme et ses soutiens qui conduit le président Karimov, à la suite du massacre d'Andijan, à chasser de son pays les ONG, les journalistes et en général les militants de l'émergence d'une société civile.

La situation est d'autant plus paradoxale que même les oppositions peuvent pousser les Etats-Unis à quitter les territoires où ils sont déployés. Au cri de rien n'est fait pour la population en dépit des promesses, l'opposition peut stigmatiser l'inefficacité des Etats-Unis et demander leur départ.

Fustigés pour leur action trop pressante et dans le même temps pour leur inaction, les Etats-Unis acceptent mal les effets boomerang. Leur lutte contre le terrorisme peut les conduire à faire des erreurs stratégiques.

L'attitude ferme des Etats-Unis peut bloquer des marges de manœuvre. Les mélanges entre sécurité et développement peuvent se révéler néfastes à leur maintien dans la région. Menant des politiques bilatérales, influencées par des politiques intérieures, excluant certains pays des accords, les Etats-Unis poussent les Etats à se tourner vers des structures politiques, militaires ou économiques plus hospitalières. L'OSC a ainsi consolidé sa position et la Chine et la Russie ont vu leur influence renaître. Fidèles à la promotion de la démocratie par tous les moyens et engagé dans la guerre au terrorisme, les Etats-Unis ont déployé des efforts considérables pour appuyer leurs actions. Des interférences entre les initiatives dans différents domaines ont lieu et leur présence extérieur est remise en cause. L'attitude qui consiste à ignorer l'Iran est également dommageable à la présence américaine en Asie centrale. L'Iran a été inclus dans « l'axe du mal » par le président Bush dans son adresse à la Nation du 29 janvier 2002 car il est accusé de développer des armes de destruction massive et d'exporter la terreur. Son antisionisme déclaré participe également de son exclusion des relations américaines. Le refus américain de traiter avec l'Iran les gêne considérablement car l'Iran est un partenaire de toutes les RAC mais aussi et surtout de la Russie et de la

Chine. En effet, malgré les disputes sur possession des réserves de pétrole de la Mer Caspienne, l'Iran représente une voie d'exportation rapide des hydrocarbures vers le Golfe persique. La Russie reste le principal fournisseur d'armes à l'Iran et a aidé son programme nucléaire civil. Pour Moscou, le soutien de Téhéran garantit un contrepois à l'influence saoudienne en Tchétchénie. Par ailleurs, l'Iran a été admis comme membre observateur de l'OCS en juillet 2005. Son admission conduit à un accroissement de l'isolement des Etats-Unis dans la zone et un orateur anti-américain supplémentaire.

Là où les Etats-Unis avaient enfoncé un coin entre la Russie et le Golfe persique, ils se trouvent maintenant quasiment encerclés et avec des marges de manœuvre réduites.

## CONCLUSION

La présence américaine en Asie centrale est aujourd'hui justifiée, du point de vue américain, par la lutte contre le terrorisme et est liée à la guerre menée en Afghanistan. Si cette présence est acceptée et légitimée par l'appui des régimes d'Asie centrale à cette lutte, la position des Etats-Unis en Asie centrale n'en est pas moins instable. La politique menée en Asie centrale s'est avérée contre-productive. En effet, elle est déséquilibrée par de nombreux facteurs. Il y a, au premier chef, le jeu des Etats d'Asie centrale et leur voisins. Les premiers ont tout d'abord recherché la présence américaine car elle était une source prévisible de profit et de stabilité. Une distanciation s'exprime aujourd'hui car les populations et les régimes vivent mal la présence américaine. Les régimes y voient une ingérence menaçante à leur maintien, les populations voient leurs attentes déçues et expriment une certaine nostalgie. Les grands voisins russes et chinois aiguillonnent également les Etats-Unis, par le biais d'organisations régionales et de manœuvres diplomatiques et militaires montrant qu'elles veulent garder le contrôle de leur étranger proche. La présence américaine est également déstabilisée par des causes internes. A une politique étrangère non coordonnée et le refus de traiter avec certains régimes, il faut ajouter des barrières législatives, l'influence de la politique intérieure et l'organisation de la chaîne de décision.

Au début des années 1990 les Etats-Unis ont comblé le vide laissé par la Russie. En dépit de leur forte implantation grâce à un maillage d'ONG pro-américaines, un réseau de bases militaires et des compagnies pétrolières, les Etats-Unis sont rejetés de toutes parts. Nécessaire pour empêcher ou contrôler tout hégémonisme dans cette zone pivot, **la présence américaine n'apparaît donc pas durable dans sa forme actuelle car les Etats-Unis ne sont plus la seule option qui s'offre aux RAC pour s'émanciper. Les Etats-Unis préféreront probablement agir par influence, en limitant leur présence physique, de manière à ne pas exposer leurs citoyens et préserver leurs moyens.**

Les Etats-Unis ont voulu profiter de l'opportunité offerte par la disparition de l'URSS pour resserrer la zone du refoulement du communisme autour de la Russie, en y incluant par la même occasion la Chine. En jouant « les apprentis sorciers », ils ont été

dépassés par les événements et des défections d'alliés qu'ils n'osaient imaginer. Préserver leurs intérêts énergétiques, promouvoir la démocratie et leurs valeurs restent des objectifs stratégiques et les Etats-Unis ne veulent pas abandonner cette zone pivot. Un réaménagement de leur politique et de leur dispositif s'impose.

Leur présence sera d'autant mieux tolérée qu'elle arrivera à combiner une considération apportée à leurs partenaires et une politique étrangère intégrée entre les différents départements de l'Administration. Les relations bilatérales sont une chose mais ils doivent aussi considérer la volonté d'intégration régionale des Etats d'Asie centrale et la versatilité des populations. A cette complexité locale, due à l'absence d'unité centre asiatique, s'ajoute le dialogue avec les organisations régionales. Celui-ci est complexe car il faut prendre en considération les différents jeux d'acteurs au sein des organisations. Les organisations régionales telles l'OCS sont donc à surveiller car à trop les ignorer les Etats-Unis risquent de se voir bannis d'une zone essentielle à leur capacité de projection de puissance. Le retrait des militaires américains du sol asiatique immédiatement après la fin des hostilités en Afghanistan, tout en augmentant les coopérations militaires entre Etats, sera un signe fort des Américains vis-à-vis des Etats centre asiatiques. Cela permettra également de ne pas exposer des citoyens Américains, préservant ainsi de surcroît l'opinion publique nationale.

Les enjeux sont importants pour les Etats-Unis en Asie centrale. La zone peut leur permettre de pacifier leurs relations avec des concurrents et est aussi une zone propice à l'exportation de leurs valeurs. Maîtriser l'Asie centrale enlèverait aux Américains une préoccupation qui vient s'ajouter à celle causée par l'Iran et l'Irak. La place des Etats-Unis restera soumise à un subtil équilibre car comme l'écrivait Zbigniew Brzezinski : « [...] l'Amérique est bien trop éloignée pour occuper une position dominante dans cette partie de l'Eurasie, mais trop puissante pour ne pas s'y engager. »<sup>55</sup>

---

<sup>55</sup> BRZEZINSKI Z., *Le Grand Echiquier (L'Amérique et le reste du monde)*, Paris, Hachette, 1997, coll. « Pluriel » p 193

# ANNEXES

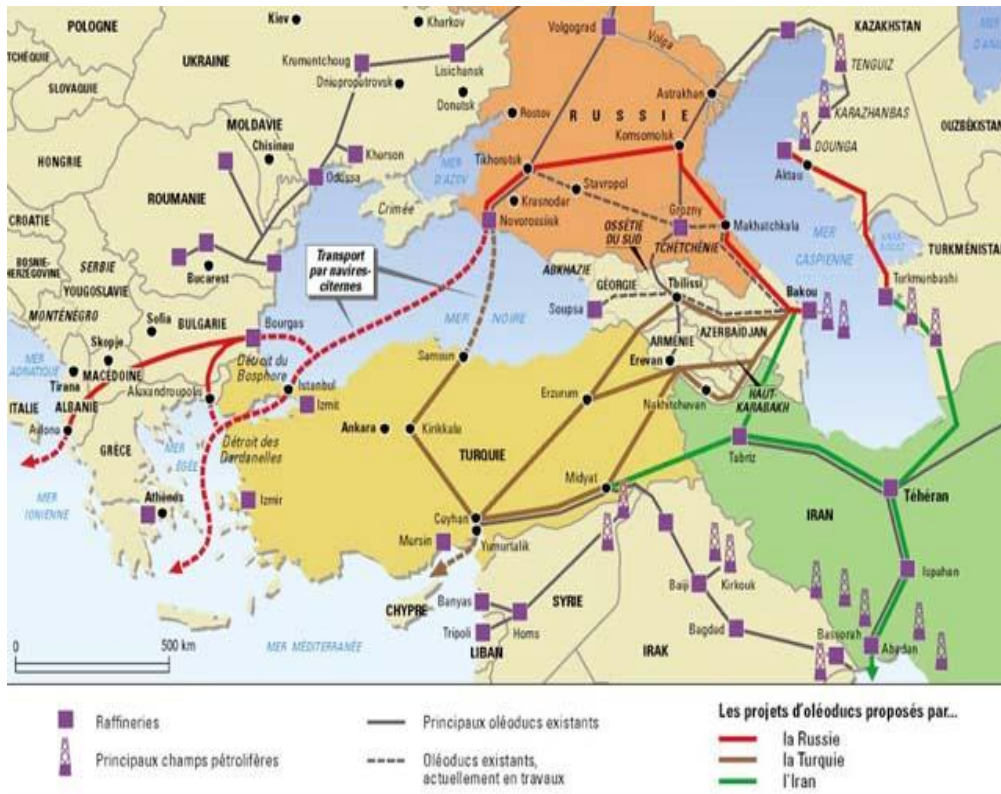
## ANNEXE 1 : L'Asie centrale



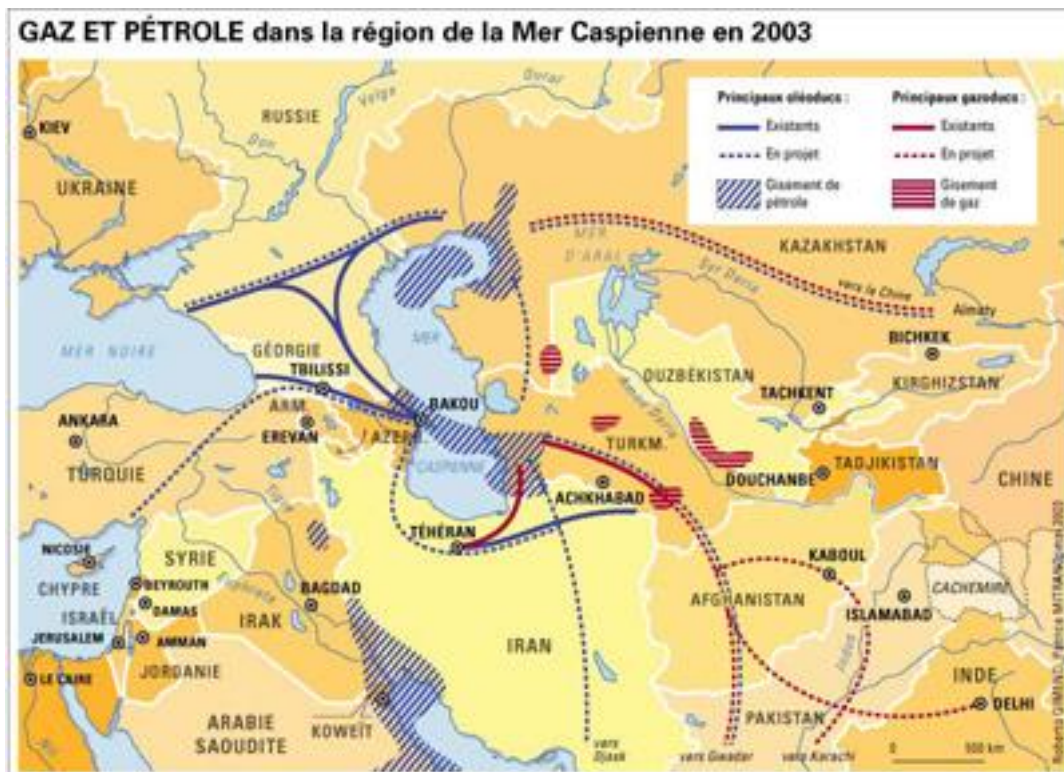
Commonwealth of Independent States - Central Asian States



## ANNEXE 2 : Les oléoducs



Source : THUAL François, *Le Douaire de Byzance*, Paris; Ellipses (l'Orient politique), 1998



### ANNEXE 3 : Les bases américaines en Asie centrale



PHILIPPE REKACEWICZ

### Zone de responsabilité de U.S. CENTCOM



**ANNEXE 4: Assistance américaine aux Etats d'Asie centrale**  
en millions de dollars américains

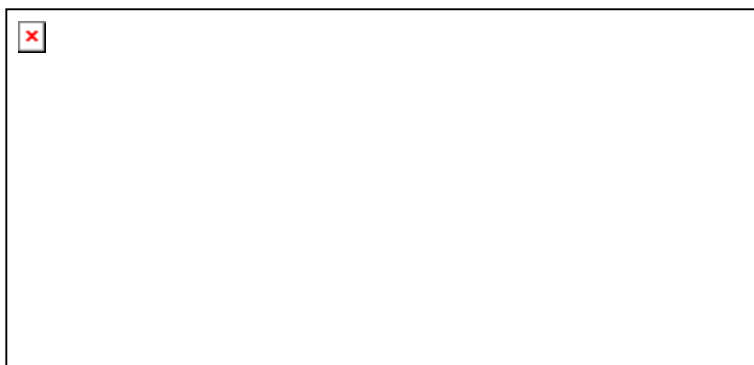
<b>Pays</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>Evolution en %</b>
<b>Kazakhstan</b>	<b>71,5</b>	<b>81,6</b>	<b>+ 14 %</b>
<b>Kirghizistan</b>	<b>40,6</b>	<b>49</b>	<b>+ 20,5 %</b>
<b>Ouzbékistan</b>	<b>55,9</b>	<b>161,8</b>	<b>+ 189 %</b>
<b>Tadjikistan</b>	<b>56,4</b>	<b>85,3</b>	<b>+ 51 %</b>
<b>Turkménistan</b>	<b>12,2</b>	<b>16,4</b>	<b>+ 34 %</b>
<b>Total</b>	<b>236,6</b>	<b>394,1</b>	<b>+ 66,5 %</b>

Sources : N. Khan, The Afghanistan campaign : Implication for Uzbékistan, Caucasus and Central Asia Newsletter, été 2002.

Cité dans Anne CASTAGNET, L'Asie centrale et les Etats-Unis, Cahier de mars n°177, 2ème trimestre 2003, p93



**TOTAL U.S. ASSISTANCE TO CENTRAL ASIA (U.S.\$ MILLIONS)**



Sources: Jim Nichol, *Central Asia's New States: Political Developments and Implications for U.S. Interests*, Congressional Issue Brief IB93108 (Washington, D.C.: Congressional Research Service, April 1, 2003), p. 16, table 1; U.S. State Department Bureau of European and Eurasian Affairs fact sheets, available at [www.state.gov/p/eur/rls/fs/](http://www.state.gov/p/eur/rls/fs/).



**Table 1. U.S. Foreign Assistance to Central Asia,  
FY1992-FY2006, and the FY2007 Request**  
(millions of dollars)

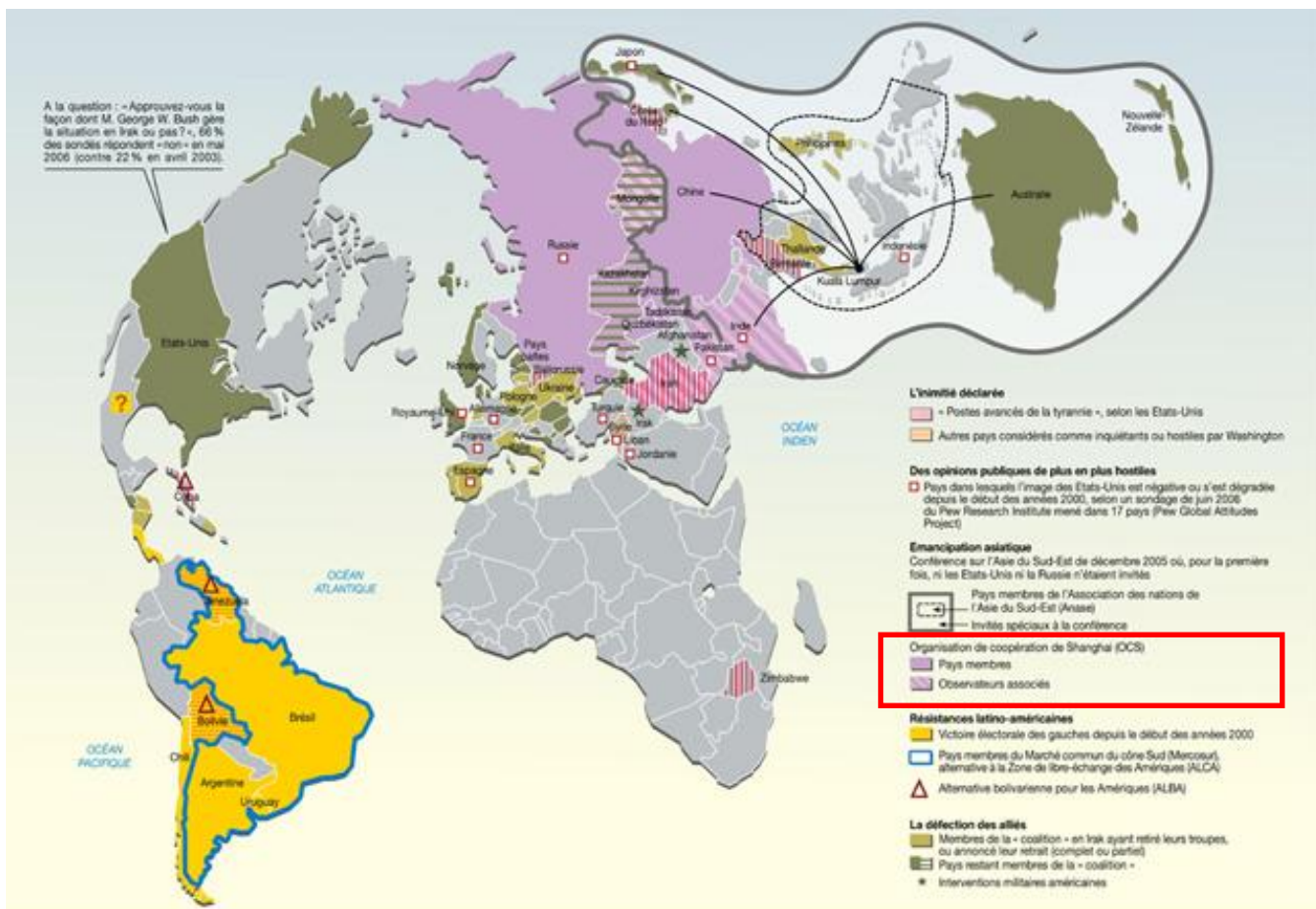
Central Asian Country	Cumulative Funds Budgeted FY1992-FY2005 <sup>a</sup>	FY2005 Budgeted <sup>a</sup>	FY2006 Estimate <sup>b</sup>	FY2007 Request <sup>b</sup>
Kazakhstan	1,244.8	84.6	33.43	28.95
Kyrgyzstan	806.5	54.21	33.74	37.86
Tajikistan	679.7	65.69	29.88	38.53
Turkmenistan	255.4	18.44	7.65	7.68
Uzbekistan	760.9	75.87	18.41	16.25
Regional	73.2	3.34	1.7	1.57
Total	3,820.5	302.15	124.81	130.84
Percent	14	15	21	25

Sources: State Department, *U.S. Government Assistance to and Cooperative Activities with Eurasia: FY2005 Annual Report*; *Congressional Budget Justification for Foreign Operations, FY2007: Europe and Eurasia*, and *South and Central Asia*.

- a. FSA and Agency funds. Excludes some classified coalition support funding.
- b. FSA and other Function 150 funds, not including Defense or Energy Department funds, or funding for exchanges.

Source: NICHOL Jim, *Central Asia: Regional Developments and Implications for U.S. Interests*, CRS Report for Congress, 16 novembre 2006, p28

## ANNEXE 5 : L'OCS et ses membres



## **SYNTHESE**

### **L'actuelle présence américaine en Asie centrale est-elle durable ?**

En 1997, Zbigniew Brzezinski rappelait l'importance des liens des Etats-Unis avec l'Asie centrale « tous les Etats de cette région considèrent que l'engagement des Etats-Unis est nécessaire à leur survie. ».

L'Asie centrale est ici entendue comme l'ensemble des ex-républiques soviétiques du Kirghizistan, Kazakhstan, Turkménistan, Tadjikistan et Ouzbékistan. Elle est bordée à l'ouest par l'Iran et la mer Caspienne, au nord par la Russie, à l'est par la Chine, enfin, au sud par l'Afghanistan. Enclavé au milieu des empires russes et chinois, elle suscite la convoitise car elle est dotée de nombreuses ressources énergétiques. Autrefois située sur la « route de la soie », elle souffre de pesanteurs historiques comme l'autoritarisme de ses régimes et la cohabitation permanente de l'islam et d'une culture russe. Enfin, elle est aujourd'hui secouée par les fléaux du terrorisme et du sous-développement.

Un objectif fondamental des Etats-Unis est d'empêcher la renaissance d'une forme d'impérialisme en Eurasie. On peut donc se demander si leur présence actuelle en Asie centrale est durable.

Dans un premier temps, appâtés par les richesses et conviés avec hospitalité (I), les Etats-Unis ont cru pouvoir utiliser les pays hôtes sans entrevoir l'agacement provoqué et les attentes dépassant leur investissement. Les Etats-Unis décevant, ils affrontent aujourd'hui des détracteurs nombreux (II). Des causes de dysfonctionnement sont aussi à rechercher aux Etats-Unis même (III).

### **I Une installation progressive des Etats-Unis en Asie centrale ...**

#### **1. une opportunité saisie**

La présence américaine en Asie centrale débute avec la chute de l'empire soviétique. Les Etats-Unis profitent alors de place laissée vacante par la Russie. Par la suite, ils renforcent leurs positions afin d'assurer leurs approvisionnements énergétiques. Enfin, les attentats du 11 septembre 2001 les font s'ancrer de manière plus profonde pour soutenir la guerre au terrorisme qui se déroule en Afghanistan.

## **2. des richesses convoitées**

Les Etats-Unis découvrent rapidement d'autres richesses détenues par l'Asie centrale : ses réserves d'hydrocarbures. Leur politique étrangère s'infléchit alors pour prendre en compte les facteurs économiques et militaires de la région.

## **3. une installation légitimée**

Les attentats du 11 septembre 2001 au cœur des Etats-Unis propulsent la région d'Asie centrale sur le devant de la scène. Sa proximité de l'Afghanistan où la lutte contre Al Qaeda débute va la transformer en base de soutien américaine. Suite aux attentats, les Etats-Unis investissent la zone et s'y ancrent de manière importante. Les puissances régionales partageant leurs intérêts immédiats les laissent agir ou les encouragent. D'autres motifs propres aux Etats-Unis doivent également être pris en considération.

a/ un éventail d'intérêts partagés avec les Etats de la région...

Les Etats-Unis se présentent dès le 12 septembre 2001 comme le chef de file de la guerre contre le terrorisme. L'islamisme radical, les séparatismes, les trafics de drogue et humains sont des facteurs qui alimentent le terrorisme et sont également combattus. Ces motifs d'implantation américaine dans la zone sont accueillis favorablement par les RAC et les puissances voisines qui ne contestent pas « l'entrée fracassante » des troupes américaines dans la région.

b/ ...qui masque des intérêts propres aux Etats-Unis

Au-delà des motifs partagés qui ont fait accepter la présence américaine en Asie centrale sans réaction, il existe des intérêts qui n'appartiennent qu'aux Etats-Unis. La politique américaine en Asie centrale en 2005 fait mention de trois objectifs stratégiques : « la sécurité, l'énergie et la coopération économique régionale, la liberté au travers de réformes.[...] Objectifs qui se renforcent les uns les autres. »

Dans le domaine de la sécurité, les Etats-Unis ont utilisé l'Asie centrale pour roder le concept de bases avancées ou plateformes de projection développé dans leur *Global Posture Review*. L'Asie centrale offre également un terrain favorable à la promotion de la démocratie.

## **II ... qui réveille des oppositions externes ...**

L'Asie Centrale et ses voisins ont d'abord observé passivement l'arrivée des Etats-Unis dans la région puis ont réagi car ils ont perçu une menace. Ces réactions individuelles ou collectives affaiblissent la position américaine car les Etats-Unis sont obligés de mener des actions délicates face à des acteurs nombreux, aux intérêts variés et menant des politiques indépendantes.

### **1. un rejet de leurs hôtes**

La présence américaine est plus supportée qu'acceptée par les régimes autoritaires des RAC. Cette ingérence américaine dans les affaires intérieures s'oppose à la volonté des RAC de mener des politiques indépendantes sur le plan intérieur. Un autre effet contradictoire de la lutte antiterroriste est la paralysie de l'économie régionale due à la fermeture des frontières.

Se retournant vers leurs anciens partenaires en fonction de leurs intérêts les RAC se révèlent très versatiles vis-à-vis des Etats-Unis.

### **2. un sursaut des Etats voisins**

Les grands voisins de l'Asie centrale, la Russie et la Chine, ont pu trouver l'infiltration américaine en Asie centrale incongrue. Au départ acceptée ou subie faute de moyens, cette implantation apparaît de plus en plus dérangeante voire menaçante ce qui provoque des contrefeux et des manœuvres plus ou moins coordonnées aux frontières des RAC.

### **3. le renforcement des organisations régionales**

Le renforcement de l'**Organisation de Coopération de Shangai** participe à la déstabilisation des Etats-Unis car elle est un porte-voix et un contrepoids actif à l'hégémonie américaine. Sa visibilité est largement établie en Asie centrale et elle se consolide aux travers de nombreuses initiatives dans des domaines variés.

### **4. la démarcation des principaux alliés des Etats-Unis**

Les derniers acteurs qui contrarient les Etats-Unis dans leur implantation en Asie centrale sont les Etats voisins qui sont traditionnellement considérés comme des alliés des Etats-Unis. L'Inde, le Pakistan et la Turquie, voulant conserver leur indépendance, mènent des rapprochements avec les organisations ou les puissances comme la Chine et la Russie qui interagissent sur la politique étrangère américaine. La fiabilité des alliés traditionnels n'est plus assurée ce qui complique la perception américaine de la région.

## **III ... et révèle des fragilités internes**

La présence américaine en Asie centrale est remise en question par des facteurs internes aux Etats-Unis. Tout d'abord une absence de coordination de la politique étrangère et une incapacité à traiter avec des régimes autoritaires autrement que par la fermeté.

### **1. un manque de cohérence et des oscillations dans la politique étrangère**

Au commencement de l'entrée des Etats-Unis en Asie centrale, la politique a été conduite de manière désordonnée et sans doute trop déconcentrée. Le manque initial de coordination entre les différents ministères a été préjudiciable à l'action globale. Les intérêts économiques,

sécuritaires puis politiques ont été traités de manière séquentielle sans que les nouveaux intervenants ne prennent connaissance de l'existant.

## **2. la difficulté à traiter avec des régimes autoritaires**

L'attitude ferme des Etats-Unis peut bloquer des marges de manœuvre. Menant des politiques bilatérales, influencées par des politiques intérieures, excluant certains pays des accords, les Etats-Unis poussent les Etats à se tourner vers des structures politiques, militaires ou économiques plus hospitalières.

### **Conclusion**

Au début des années 1990 les Etats-Unis ont comblé le vide laissé par la Russie. En dépit de leur forte implantation grâce à un maillage d'ONG pro-américaines, un réseau de bases militaires et des compagnies pétrolières, les Etats-Unis sont rejetés de toutes parts.

Nécessaire pour empêcher ou contrôler tout hégémonisme dans cette zone pivot, **la présence américaine n'apparaît donc pas durable dans sa forme actuelle car les Etats-Unis ne sont plus la seule option qui s'offre aux RAC pour s'émanciper. Les Etats-Unis préféreront probablement agir par influence, en limitant leur présence physique, de manière à ne pas exposer leurs citoyens et préserver leurs moyens.**

Leur présence sera d'autant mieux tolérée qu'elle arrivera à combiner une considération apportée à leurs partenaires et une politique étrangère intégrée entre les différents Départements de l'Administration.

Les enjeux sont importants pour les Etats-Unis en Asie centrale. La zone peut leur permettre de pacifier leurs relations avec des concurrents et est aussi une zone propice à l'exportation de leurs valeurs. Maîtriser l'Asie centrale enlèverait aux Américains une préoccupation qui vient s'ajouter à celle causée par l'Iran. La place des Etats-Unis restera un subtil équilibre car comme l'écrivait Z. Brzezinski : « [...] l'Amérique est bien trop éloignée pour occuper une position dominante dans cette partie de l'Eurasie, mais trop puissante pour ne pas s'y engager. »

## BIBLIOGRAPHIE

### Entretien

LAURENTIN Jean (CBA), ancien stagiaire au « Georges Marshall Center »

### Ouvrages en français

BRZEZINSKI Z., *Le Grand Echiquier (L'Amérique et le reste du monde)*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1997

Cahier de Mars, n°177, 2ème trimestre 2003

DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale. De la fin de l'URSS à l'après 11 septembre*, PUF, 3° éd., janvier 2003

ROY Olivier *L'Asie centrale contemporaine*, Paris; PUF, coll. « Que sais-je ? », 3° éd., mai 2005

### Articles de revue en français

CAGNAT René, *Asie centrale: la poudrière et les allumettes*, Défense nationale, avril-mai 2005, pp 55-63; pp 83-92

CAGNAT René, *Asie Centrale: le Très Grand Jeu*, Défense nationale, mars 2002, pp 27-38

CAGNAT René, *Branle-bas en Asie centrale*, Défense nationale, mars 2004, pp 135-147

CASTAGNET Anne-Gabrielle, *L'Asie Centrale et les Etats-Unis*, Cahier de Mars, n°177, 2ème trimestre 2003, pp 91-99

CHETERIAN Vicken et REKACEWICZ Philippe, *Le nouveau "Grand Jeu"*, Le Monde diplomatique, novembre 2001, p 16

CHETERIAN Vicken, *L'Asie centrale brûle-t-elle ?*, Politique internationale, N° 108 - été 2005, pp. 377-396

CHETERIAN Vicken, *L'Asie centrale base arrière américaine ?*, Le monde diplomatique, février 2003

de DURAND Etienne, *Le redéploiement global des forces américaines*, Politique étrangère 4/2005, pp. 833-844

de L'ESTOILE Renaud, *A travers et au-delà de l'OCS: les ambivalences des relations entre la Chine et la Russie*, CID, La Tribune 2005

GARDNER Hall, *Les Etats-Unis en Asie Centrale*, Géostratégiques n°12, Avril 2006, pp. 151-164

HILL Fiona, *Une stratégie incertaine: la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991*, Politique étrangère 1/2001, pp. 95-108

JAFALIAN Annie, *Equilibres géopolitiques en Asie centrale: la montée en puissance de la Chine*, Annuaire stratégique et militaire, FRS, Odile Jacob, pp. 135-149

JAFALIAN Annie, *L'évolution de la politique américaine en Asie centrale, de Clinton à Bush*, Annuaire français de relations internationales, 2003, n° 4, pp. 523-545

JAFALIAN Annie, *L'oléoduc Bakou-Ceyhan: paradoxe s et cohérence de la stratégie américaine des pipelines*, Politique étrangère, printemps 2004, n°1, pp.151-163

LAUMOULINE Mourat, *L'OCS vue d'Astana: "un coup de bluff" géopolitique?*, Russie.Nei.Visions n°12, juillet 2006

MALET Emile, *Un laboratoire de la mondialisation*, Défense nationale, décembre 2005, pp 51-59

PEYROUSE Sébastien, *Asie centrale quinze ans après: un bilan en demi teinte*, Politique étrangère 2/2006, pp. 397-406

ROY Olivier, *L'Asie centrale et le jeu russe*, Critique internationale n° 14, janvier 2002, pp. 19-22

### **Articles de revue en anglais**

BOYER Alan Lee (CDR), *U.S. Foreign Policy in Central Asia*, Naval War College Review, Vol. 59, N°1

JAFALIAN Annie, *Russia, the United States and Central Asia: the new version of the "Great Game"*, French Strategic and Military Yearbook, Paris, FRS, Odile Jacob, 2002-2003, pp. 55-68

NICHOL Jim, *Central Asia: Regional Developments and Implications for U.S. Interests*, CRS Report for Congress, 5 novembre 2006

NICHOL Jim, *Central Asia: Regional Developments and Implications for U.S. Interests*, CRS Report for Congress, 16 novembre 2006

VASSORT-ROUSSET Brigitte, *The US Silk Road Strategy: American Geostrategy For Central Asia*, Revue ARES vol XX, janvier 2003, pp. 91-109

WISHNICK Elizabeth, *Growing security interest en Central Asia*, octobre 2002

**Sites internet**

<http://merln.ndu.edu>

[www.brookings.edu](http://www.brookings.edu)

[www.ca-c.org](http://www.ca-c.org)

[www.cacianalyst.org](http://www.cacianalyst.org)

[www.caucaz.com](http://www.caucaz.com)

[www.cfr.org](http://www.cfr.org)

[www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)

[www.diploweb.com](http://www.diploweb.com)

[www.eurasia.org](http://www.eurasia.org)

[www.eurasianet.org](http://www.eurasianet.org)

[www.meforum.org](http://www.meforum.org)

[www.ncseonline.org](http://www.ncseonline.org)

[www.strategicstudiesinstitute.army.mil](http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil)

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE .....	0
INTRODUCTION.....	1
I Une installation progressive des Etats-Unis en Asie centrale .....	3
1. une opportunité saisie .....	3
a/ La chute de l'URSS ouvre de nouvelles perspectives.....	3
b/ l'Asie centrale devient accessible.....	4
2. des richesses convoitées.....	5
a/ des ressource énergétique attirantes .....	5
b/ des partenariats sécuritaires prometteurs .....	6
3. une installation légitimée .....	8
a/ un éventail d'intérêts partagés avec les Etats de la région... ..	8
b/ ...qui masque des intérêts propres aux Etats-Unis .....	10
II ... qui réveille des oppositions externes .....	12
1. un rejet de leurs hôtes .....	13
2. un sursaut des Etats voisins .....	16
3. le renforcement des organisations régionales.....	19
4. la démarcation des principaux alliés des Etats-Unis.....	21
III ... et révèle des fragilités internes .....	22
1. un manque de cohérence et des oscillations dans la politique étrangère .....	22
2. la difficulté à traiter avec des régimes autoritaires .....	25
CONCLUSION .....	28
ANNEXES .....	30
ANNEXE 1 : L'Asie centrale .....	30
ANNEXE 2 : Les oléoducs .....	31
ANNEXE 3 : Les bases américaines en Asie centrale .....	32
ANNEXE 4: Assistance américaine aux Etats d'Asie centrale .....	33
ANNEXE 5 : L'OCS et ses membres.....	35
SYNTHESE .....	36
BIBLIOGRAPHIE .....	40
TABLE DES MATIERES .....	43